



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
8 avril 2024
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-dix-neuvième session
Point 23 a) de la liste préliminaire*
Activités opérationnelles de développement :
activités opérationnelles de développement du système
des Nations Unies

Conseil économique et social
Session de 2024
27 juillet 2023–24 juillet 2024
Point 7 a) de l'ordre du jour
Activités opérationnelles du système des
Nations Unies au service de la coopération
internationale pour le développement : suite
donnée aux recommandations de politique
générale de l'Assemblée générale et du
Conseil

Application de la résolution [75/233](#) de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies : financement du système des Nations Unies pour le développement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le financement total des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement s'est élevé à 54,5 milliards de dollars en 2022, ce qui représente une augmentation de 17 % par rapport à 2021. Les ressources de base représentaient 16,5 % de ce montant, contre 20,9 % en 2021. Les ressources autres que les ressources de base constituaient le reste, soit 83,5 %.

Du point de vue des tendances de longue durée, le financement des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement a affiché une forte croissance, ayant presque doublé en chiffres réels entre 2012 et 2022. Cette croissance résulte principalement de l'accroissement des contributions aux ressources autres que les ressources de base, bien que les contributions aux ressources de base aient augmenté de 25 % au cours de cette décennie.

Les apports aux fonds de financement commun interinstitutions à critères d'affectation souples ont diminué de 4 % en 2022, après plusieurs années de croissance régulière. Les contributions aux fonds de financement commun interinstitutions axés sur le développement ne représentaient que 8,9 % du total des

* [A/79/50](#).



contributions aux ressources autres que les ressources de base destinées aux activités de développement en 2022, en baisse par rapport à la part de 12,3 % enregistrée en 2021. Le financement des fonds thématiques propres à une institution a augmenté pour la sixième année consécutive pour atteindre un niveau record de 2 milliards de dollars, ce qui représente 4,3 % du total des ressources autres que les ressources de base en 2022. Le financement du Fonds commun pour les objectifs de développement durable et du Fonds pour la consolidation de la paix reste bien en deçà des objectifs fixés dans le pacte de financement, bien que le premier ait reçu 56 millions de dollars de contributions en 2023, contre 20 millions de dollars en 2022.

Le système des Nations Unies pour le développement est devenu de plus en plus dépendant d'un petit nombre de donateurs en 2022, les trois premiers pays donateurs représentant à eux seuls 42 % du financement total et les dix premiers 60 %, contre 38 et 56 % en 2021, respectivement. Si l'on exclut les dix premiers pays contributeurs, le financement des États a diminué de 7,5 % entre 2021 et 2022.

Il est encourageant de constater une augmentation des fonds reçus de certaines sources non gouvernementales. Le financement du secteur privé a sensiblement augmenté pour la deuxième année consécutive, atteignant près de 4 milliards de dollars en 2022, ce qui représente une hausse de 63 % depuis 2020. En outre, les contributions des institutions financières internationales ont augmenté nettement pour dépasser les 2 milliards de dollars en 2022, soit plus du triple du volume reçu en 2020.

Les dépenses consacrées aux activités opérationnelles à l'échelle du système des Nations Unies ont augmenté de 6 milliards de dollars en 2022, représentant un montant total de plus de 51 milliards de dollars, dont environ 80 % a été utilisé pour mener des activités au niveau national. La quasi-totalité de cette croissance s'explique par une augmentation de 23 % des dépenses consacrées aux activités humanitaires par rapport à 2021, tandis que les dépenses consacrées aux activités de développement n'ont augmenté que de 1 %.

L'objectif de développement durable no 2 relatif à l'élimination de la faim a dépassé l'objectif 16 relatif à la paix, à la justice et à des institutions efficaces en tant qu'objectif le plus ciblé par les activités des Nations Unies, d'un point de vue financier. L'objectif 3 relatif à la santé et au bien-être est le troisième objectif le plus ciblé.


Il y a eu une augmentation des ressources pour les activités opérationnelles dans les pays en situation particulière, à commencer par les petits États insulaires en développement, où les dépenses ont affiché une hausse de 71 % en 2022 par rapport à 2018. L'allocation des ressources a été concentrée dans un petit nombre de pays, les 13 principaux pays de programme ayant représenté 50 % des dépenses totales effectuées au niveau national en 2022. À l'autre extrémité, les 62 pays dotés de programmes de petite envergure ont compté pour 2,3 % dans le montant total.

Principales tendances

PROGRÈS

	Financement total 54 milliards de dollars en 2022 (+17%)
	Fonds émanant d'entités non gouvernementales Les fonds reçus du secteur privé et des institutions financières internationales ont augmenté en 2022
	Fonds thématiques propres à une institution Le financement a augmenté de 65% en 2022
	Ressources dépensées au niveau national 40 milliards de dollars en 2022 (+17%)
	Activités dans les PMA, les PDSL et les PEID Les activités opérationnelles se sont intensifiées dans les pays en situation particulière

RECULS

	Part des ressources de base dans le financement Les ressources de base ont affiché une baisse et représentent 16,5% du financement total
	Financements pluriannuels Tendance à la baisse des engagements pluriannuels de financement des activités de base
	Sources de financement 3 donateurs ont représenté 42% du financement total en 2022
	Fonds de financement commun interinstitutions La capitalisation des fonds de développement a baissé de 22% en 2022
	Fonds pour la consolidation de la paix Le financement a diminué de 23% en 2023

Source : Département des affaires économiques et sociales, 2024.

Abréviations : PIED = petits États insulaires en développement ; PDSL = pays en développement sans littoral ; PMA = pays les moins avancés.

Le présent additif est soumis en application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, qui contient des recommandations détaillées sur le financement du système des Nations Unies pour le développement. Il donne un aperçu des données et tendances les plus récentes, l'accent étant mis sur l'année 2022^a, compte tenu des recommandations sur l'examen quadriennal. Sauf indication contraire, les données financières proviennent du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et sont conformes aux normes définissant les données à fournir par le système des Nations Unies aux fins de l'information financière^b. Le présent document complète le chapitre VI du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet (A/79/72-E/2024/12). On trouvera des tableaux détaillés sur le financement ventilé par entité, contributeur, pays bénéficiaire et type de ressources (ressources de base, autres ressources, ressources communes, etc.) dans une annexe statistique disponible en ligne^c.

^a Les activités opérationnelles de développement comprennent aussi bien les activités liées au développement à long terme que les activités à visée humanitaire à court terme.

^b Voir <https://unsceb.org/data-standards-united-nations-system-wide-reporting-financial-data>.

^c Voir <https://ecosoc.un.org/en/what-we-do/oas-qcpr/quick-links/2024-secretary-generals-report-implementation-qcpr>.

I. Introduction

1. Le pacte de financement conclu en 2019 entre le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et les États Membres est un ressort essentiel de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Il est ancré sur la nécessité, communément admise, d'une refonte du mécanisme de financement, condition requise pour permettre aux Nations Unies d'accompagner efficacement la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. Le pacte de financement vise à réorienter le financement vers des ressources de meilleure qualité qui permettraient aux Nations Unies de répondre de manière intégrée et dynamique, et avec la souplesse voulue, aux attentes et aux priorités des États Membres, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce processus devait être sous-tendu par des mesures spécifiques visant à instaurer la confiance entre les États Membres et les entités du système des Nations Unies pour le développement et à renforcer les arguments en faveur de ces modalités de financement fondées sur un système plus collaboratif, plus efficace, plus efficient, plus transparent et plus responsable.

2. Cinq ans après l'adoption du pacte de financement, les progrès vers la réalisation de ses engagements et de ses objectifs sont inégaux. Le présent rapport montre qu'il reste très difficile pour le système des Nations Unies pour le développement d'obtenir un financement de qualité. Un nouveau pacte de financement ambitieux, moins technique et plus stratégique, a été élaboré. Il est à espérer que le nouveau pacte trouvera un écho auprès des décideurs de haut niveau et encouragera une plus grande prise de conscience et une plus grande adhésion au niveau national et au sein des organes directeurs de l'ensemble du système des Nations Unies. Le nouveau pacte de financement a pour priorité notamment de remédier au déséquilibre croissant entre les ressources de base et les autres ressources. Il faut donc que le système des Nations Unies pour le développement rende compte précisément des résultats obtenus, et, par ailleurs, il faut obtenir un engagement à augmenter les contributions, en accord avec les priorités nationales et les Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

II. Financement du système des Nations Unies pour le développement

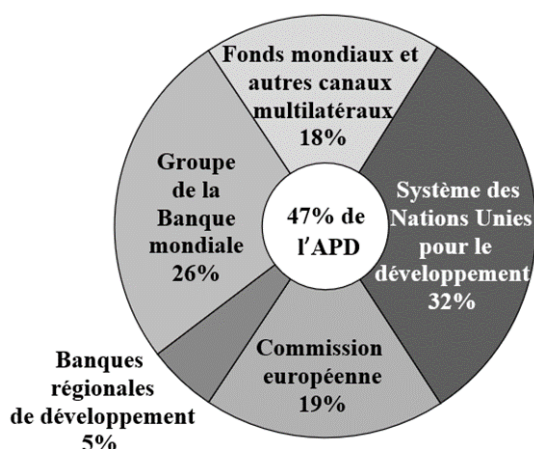
A. Qualité et volume du financement

3. Le financement total des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement s'est élevé à 54,5 milliards de dollars en 2022, ce qui représente une augmentation de 8 milliards de dollars (17 %) par rapport à 2021. Cette augmentation du financement s'explique entièrement par la hausse des contributions aux autres ressources et, plus précisément, par une augmentation des autres ressources affectées à tel projet ou programme spécifique¹.

4. Si l'on tient compte des contributions aux ressources de base et aux autres ressources, le système des Nations Unies pour le développement représente le principal intermédiaire de l'aide multilatérale, recevant plus d'un tiers des fonds versés aux organisations multilatérales. La figure 1 présente les principaux intermédiaires de l'aide multilatérale, qui comptent ensemble pour 47 % dans l'aide publique au développement mondiale en 2022.

¹ Les autres ressources sont des contributions préaffectées par les donateurs à des fins ou à des lieux spécifiques.

Figure 1
Principaux intermédiaires de l'aide multilatérale (contributions aux ressources de base et aux autres ressources) en 2022



Source : Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE. Stat.

Abréviation : APD = aide publique au développement.

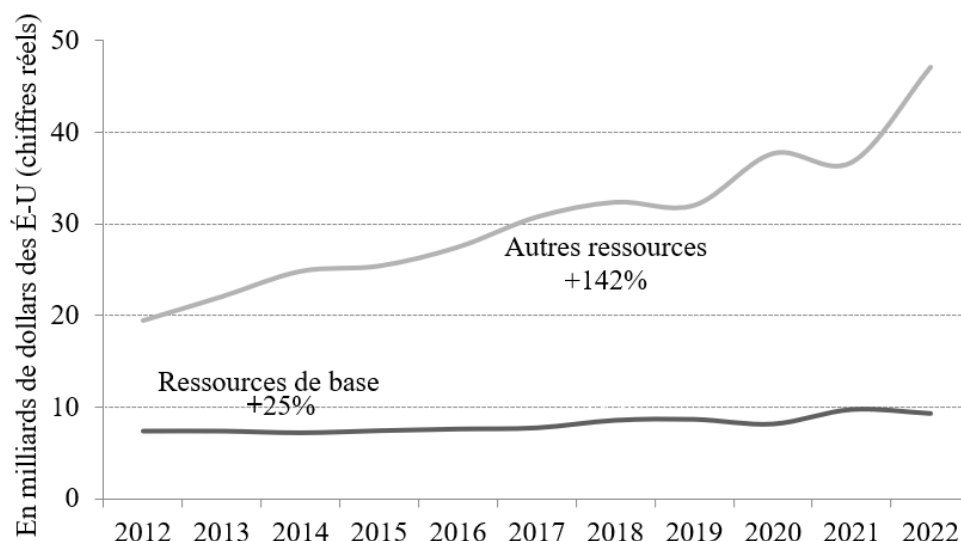
5. De tous les principaux intermédiaires de l'aide multilatérale, le système des Nations Unies pour le développement est le seul à recevoir moins de contributions aux ressources de base qu'aux autres ressources. Les ressources de base ne sont pas affectées à des programmes spécifiques, ce qui permet aux entités des Nations Unies d'agir avec souplesse et de façon stratégique pour atteindre les objectifs de leur plan stratégique et d'avoir une marge de manœuvre pour répondre aux besoins du pays concerné. En outre, d'après les observations communiquées par les gouvernements², les projets financés par des ressources de base sont plus susceptibles d'être étroitement alignés sur les besoins et priorités nationaux. Il ressort que 76 % des gouvernements ont indiqué que les projets financés par des ressources de base étaient en étroite adéquation avec leurs besoins et leurs priorités, contre 70 % pour les projets financés par des ressources autres que les ressources de base.

6. La figure 2 présente la tendance à long terme des ressources de base et des autres ressources du système des Nations Unies pour le développement. Le graphique montre que le financement du système a connu une forte croissance entre 2012 et 2022, le financement total ayant plus que doublé en termes réels³ au cours de cette décennie (augmentation de 110 %). L'augmentation concerne essentiellement les autres ressources, qui ont augmenté de 142 %, tandis que les contributions aux ressources de base ont progressé de 25 %.

² Enquête menée par le Département des affaires économiques et sociales auprès des gouvernements à la fin de 2023 et au début de 2024.

³ Corrigé de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Figure 2
**Évolution des contributions aux ressources de base et aux autres ressources
(2012-2022)**



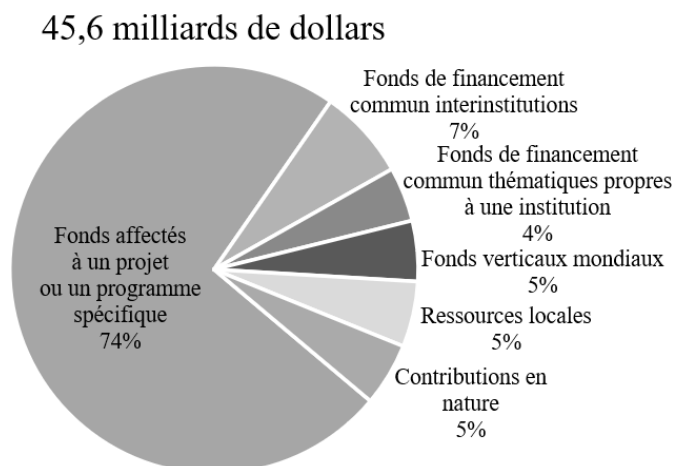
Source : Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), 2024.

7. Lorsque le montant des autres ressources représente une part importante du financement global, cela peut fragmenter les ressources, en particulier si les autres ressources sont rigoureusement fléchées vers des projets spécifiques. En outre, dans cette situation, les entités des Nations Unies peuvent se lancer dans une course aux financements pour obtenir des ressources auprès des donateurs. Les pays et les coordonnateurs résidents ont toujours trouvé la concurrence problématique. En 2023, 64 % des gouvernements ont indiqué que les entités des Nations Unies se faisaient concurrence pour obtenir des fonds auprès des donateurs, dans une large ou moindre mesure. En outre, 58 % des pays donateurs ont indiqué qu'ils n'avaient constaté aucune amélioration concernant la concurrence que se faisaient les entités depuis la récente réforme du système des Nations Unies pour le développement.

8. La mobilisation conjointe des ressources entre les entités des Nations Unies et la mise en place de davantage d'activités communes peuvent contribuer à ralentir la course aux ressources financières entre les entités. Quelque 45 % des coordonnateurs résidents ont fait état d'une augmentation de la mobilisation conjointe des ressources entre les équipes de pays des Nations Unies, notamment grâce aux ressources mises à disposition par les fonds de financement commun interinstitutions.

9. Les fonds provenant d'un seul donateur et les fonds affectés un projet ou à un programme constituent la majorité des 45,6 milliards de dollars de contributions aux ressources autres que les ressources de base versées au système des Nations Unies pour le développement en 2022 (voir figure 3). Ces fonds représentaient en effet 74 % des autres ressources en 2022, contre 68 % en 2021.

Figure 3
Volumes relatifs des ressources autres que les ressources de base versées en 2022



Source : CCS, 2024.

10. Le diagramme ci-dessus reprend deux formes de modalités de financement commun, à savoir les fonds de financement commun interinstitutions⁴ et les fonds de financement commun thématiques propres à une institution⁵. Les contributions à ces fonds de financement commun représentaient 11,5 % de l'ensemble des contributions aux ressources autres que les ressources de base en 2022, soit une légère baisse par rapport aux 12,5 % enregistrés en 2021.

11. Les ressources reçues par l'intermédiaire des fonds mondiaux ont représenté 5 % du total des autres ressources en 2022. Ciblanc verticalement des questions ou des thèmes précis, ces fonds diffèrent des autres en ce qu'ils ne sont pas directement administrés par l'entité des Nations Unies qui achemine les ressources⁶. Ils disposent en général de leurs propres arrangements d'administration, de financement, de gouvernance, de politiques et de programmation. Par conséquent, ces ressources, une fois entre les mains des Nations Unies, sont généralement affectées à des objectifs spécifiques et ce de façon contraignante.

12. Les ressources locales s'entendent des contributions des pays hôtes à l'appui des activités menées par les Nations Unies sur leur territoire. En 2022, ce type de financement représentait 5 % du total des ressources autres que les ressources de base. Les contributions en nature, qui sont une autre forme de fonds préaffectés, représentaient également 5 % des contributions aux ressources autres que les ressources de base en 2022.

13. La figure 4 retrace l'évolution récente des principaux types de fonds reçus par le système des Nations Unies pour le développement. On y voit que l'augmentation des fonds provenant d'un seul donateur et des fonds affectés un projet ou à un programme représente la quasi-totalité de l'augmentation du financement enregistrée entre 2021 et 2022. Les fonds thématiques à critères d'affectation souple propres à

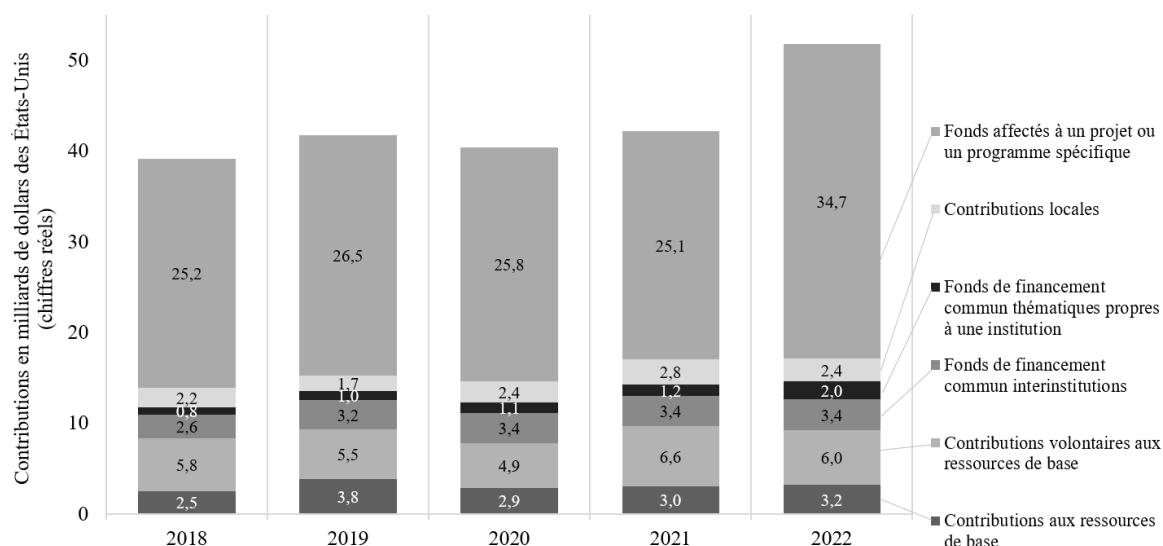
⁴ Contributions communes à des mécanismes de financement multi-entités, non affectées à une entité spécifique ; les fonds sont gérés par des administrateurs de fonds des Nations Unies et affectés par l'intermédiaire d'un mécanisme de gouvernance supervisé par les Nations Unies.

⁵ Les fonds thématiques propres à une institution sont des fonds à critères d'affectation souples mis en commun, qui facilitent l'obtention de résultats de haut niveau aux niveaux national, régional et mondial.

⁶ À ne pas confondre avec les fonds mondiaux de financement commun interinstitutions, qui sont des mécanismes administrés par une entité des Nations Unies.

une institution ont également augmenté⁷, bien qu'à partir d'une base beaucoup plus réduite. En revanche, les contributions volontaires aux ressources de base ont largement stagné, n'enregistrant une croissance que de 4 % depuis 2018 en termes réels. En conséquence, le financement volontaire des activités de base ne représente que 12 % du total des contributions volontaires en 2022.

Figure 4
Évolution des types de contributions aux ressources de base et aux autres ressources (2018-2022)



Source : CCS, 2024.

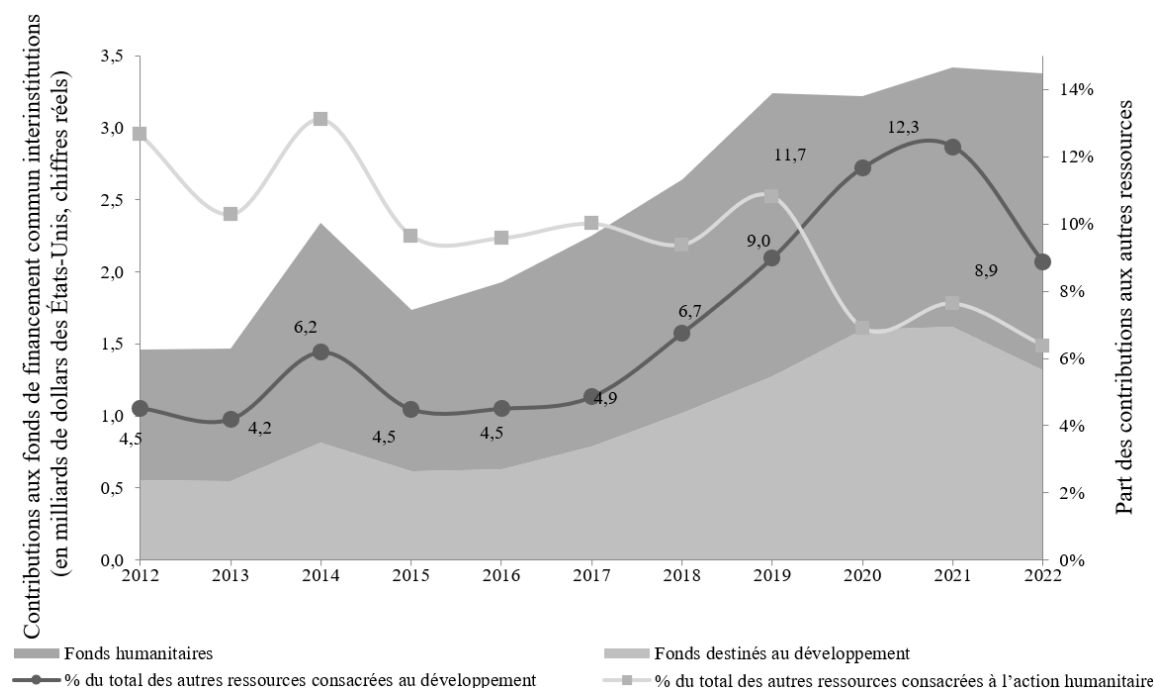
14. Après une période de croissance régulière, les contributions aux fonds de financement commun interinstitutions ont diminué de 4 % pour atteindre 3,3 milliards de dollars en 2022. Lorsqu'ils sont financés de manière adéquate, ces fonds de financement commun permettent de réaliser des économies d'échelle et opèrent comme vecteurs pour passer d'une action fragmentée et cloisonnée à une action intégrée et coordonnée.

15. Les fonds de financement commun interinstitutions consacrés aux programmes de développement⁸ ont représenté 39 % des 3,3 milliards de dollars de contributions totales à ces fonds en 2022. En conséquence, les 61 % restants ont été versés à des fonds humanitaires. Contrairement au schéma typique de financement du système des Nations Unies pour le développement, les contributions financières aux fonds de financement commun interinstitutions axés sur le développement ont augmenté à un rythme encore plus rapide que les contributions aux fonds de financement commun interinstitutions consacrés à l'action humanitaire de 2015 à 2021 (voir fig. 5). En 2021, 12,3 % de l'ensemble des ressources autres que les ressources de base destinées aux activités de développement ont transité par des fonds de financement commun interinstitutions, dépassant ainsi l'objectif de 10 % fixé par le pacte de financement. En 2022, cependant, les contributions versées aux fonds axés sur le développement ont diminué de 22 %, représentant 8,9 % du total des ressources autres que les ressources de base destinées au développement.

⁷ Un fonds thématique propre à une institution est considéré comme un mécanisme de financement commun flexible dans lequel les fonds sont affectés à un résultat de haut niveau prévu dans le plan stratégique d'une entité, mais qui sinon ne sont pas affectés par ailleurs.

⁸ Y compris les fonds pour le climat et l'environnement, ainsi que les fonds pour la paix et la transition.

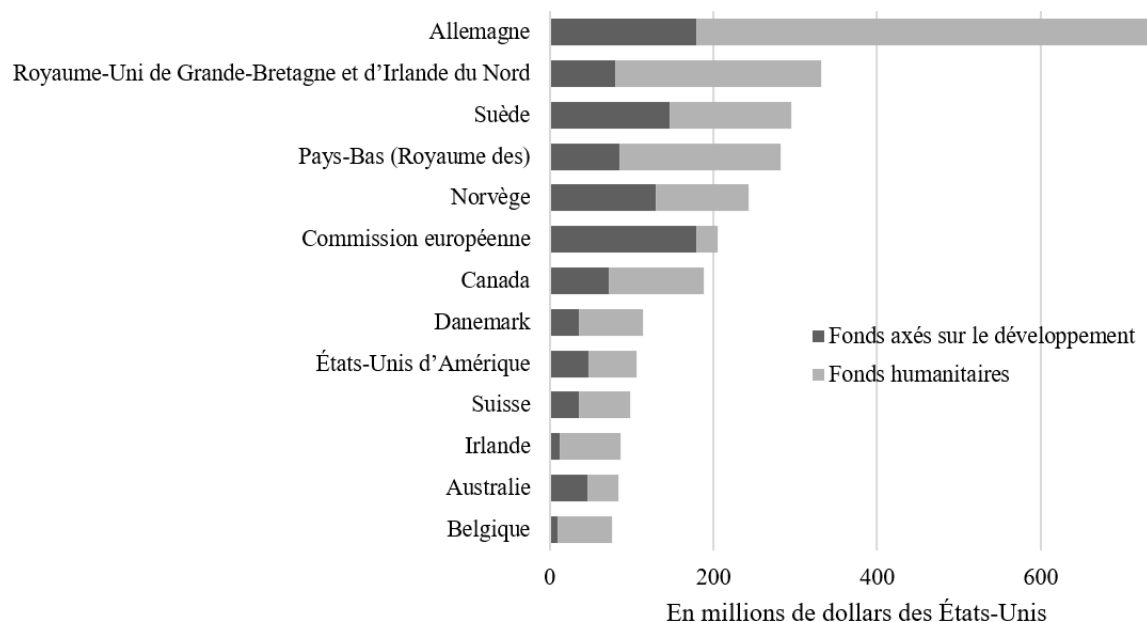
Figure 5
Évolution des fonds de financement commun interinstitutions en termes réels (2012-2022)



Source : Base de données des fonds de financement commun interinstitutions des Nations Unies, 2024 et CEB, 2024.

16. Malgré la diminution des contributions aux fonds de financement commun interinstitutions enregistrée en 2022, on peut constater un élargissement de la base de financement. Au total, 29 États Membres ont contribué à hauteur d'au moins un million de dollars aux fonds de financement commun interinstitutions en 2022, dont 9 ont contribué à hauteur de plus de 100 millions de dollars, contre 27 et 7 États Membres, respectivement, en 2021. Les cinq premiers contributeurs avaient été à l'origine de 58 % des contributions aux fonds de financement commun interinstitutions en 2022, contre 64 % en 2021 et 72 % en 2019. Toutefois, cette situation tient également à la diminution des fonds reçus de certains des plus grands contributeurs, qui a entraîné une baisse globale des contributions en 2022. La figure 6 liste les principaux contributeurs aux fonds de financement commun interinstitutions en 2022.

Figure 6
Principaux contributeurs aux fonds de financement commun interinstitutions (2022)



Source : Base de données des fonds de financement commun interinstitutions des Nations Unies, 2024 et CEB, 2024.

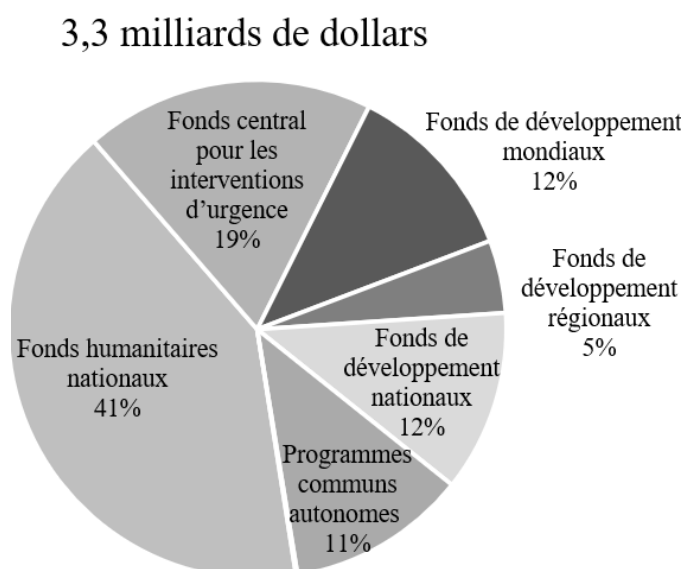
17. Au cours du cycle actuel de l'examen quadriennal complet, des progrès notables ont été réalisés dans la mise en place de fonctions communes de gestion pour tous les fonds communs interinstitution, à laquelle le Groupe des Nations Unies pour le développement durable s'est engagé dans le cadre du pacte de financement. Une équipe spéciale interinstitutions a été mise sur pied par le Groupe du contrôle de la gestion fiduciaire, qui a défini ce qui constitue des fonctions communes de gestion⁹ et a mesuré, au moyen d'une enquête annuelle, le degré d'application de ces fonctions dans les fonds communs interinstitutions. L'enquête visait également à promouvoir l'importance de la mise en œuvre de fonctions communes de gestion. La troisième enquête annuelle réalisée par l'équipe spéciale interinstitutions a confirmé que le fonctionnement des fonds de financement commun interinstitutions reposait en grande partie sur des mécanismes de gouvernance efficaces, des outils de gestion axée sur les résultats, des moyens de gestion des risques et des pratiques transparentes en matière de présentation d'informations. Dans l'ensemble, 72 % des fonds de financement commun interinstitutions axés sur le développement avaient mis en place au moins 80 % des outils communs de gestion de la qualité, contre 61 % il y a deux ans.

⁹ Ces fonctions communes comprennent une stratégie clairement formulée, prévoyant notamment des innovations, le cas échéant, des théories du changement bien définies, de solides systèmes de gestion axée sur les résultats, des organes de gouvernance qui fonctionnent bien et qui bénéficient de l'appui de secrétariats efficaces, des garanties de la qualité pour les questions concernant les normes et les valeurs des Nations Unies ; des systèmes et stratégies de gestion des risques ; des normes d'efficacité opérationnelle, de présentation d'informations, de visibilité et de transparence ; une planification et un financement d'évaluations conjointes et d'évaluations pour l'ensemble du système qui soient conformes aux normes du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation.

18. La figure 7 montre la proportion relative des contributions versées aux différents types de fonds de financement commun interinstitutions en 2022. Le financement des fonds de développement au niveau national s'est élevé à 383 millions de dollars, ce qui représente seulement 12 % du financement total des fonds de financement commun interinstitutions. Les équipes de pays des Nations Unies utilisent cet instrument de financement flexible pour regrouper les ressources et mener une action commune en faveur des objectifs de développement durable prioritaires énoncés dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable d'un pays. En outre, les fonds soutiennent les interventions en cas de situation d'urgence en matière de développement. Toutefois, les contributions aux fonds de développement nationaux stagnent depuis quelques années et ce type de contributions ne couvrirait que 19 pays en 2022. En revanche, le financement des fonds humanitaires au niveau des pays s'est élevé à 1,3 milliard de dollars en 2022, soit une augmentation de 55 % depuis 2020.

Figure 7

Contributions aux fonds de financement commun interinstitutions, par type de fonds (2022)



Source : Base de données des fonds de financement commun interinstitutions des Nations Unies, 2024.

19. Les fonds de financement commun interinstitutions pour le développement mondial ont reçu 12 % du total des contributions à ce type de fonds en 2022. Ces fonds de financement commun au niveau mondial rassemblent des entités des Nations Unies et divers partenaires pour surmonter des problèmes transfrontaliers auxquels un pays ne peut faire face à lui seul. Le Fonds pour la consolidation de la paix est un fonds mondial qui soutient les pays qui sortent d'un conflit et qui s'engagent vers la stabilité et la paix via des pratiques d'édification de l'État et de consolidation de la paix. Les contributions au Fonds pour la consolidation de la paix ont diminué pour la deuxième année consécutive (132 millions de dollars en 2023), bien en deçà de l'objectif annuel de 450 millions de dollars fixé par le pacte de financement. Le Fonds central pour les interventions d'urgence est un fonds mondial qui comble les déficits de financement et contribue à élargir la portée des interventions de secours prolongées. Les fonds qui lui sont alloués ont diminué d'environ 9 % en 2023 : 559 millions de dollars de nouveaux fonds.

20. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable est un fonds mondial qui encourage les politiques et les financements porteurs de transformation afin de réorienter et de stimuler les investissements stratégiques nécessaires pour catalyser et accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs. En 2023, le Fonds a connu une importante refonte de sa gouvernance et de sa stratégie, via le lancement d'une nouvelle vision stratégique le hissant au rang de fonds mondial phare des Nations Unies chargé de piloter les transitions essentielles à la réalisation du Programme 2030 et de ses objectifs au niveau des pays sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

21. En 2023, le Fonds commun pour les objectifs de développement durable avait engagé plus de 268 millions de dollars dans 119 équipes de pays et bureaux multipays des Nations Unies, en partenariat avec 31 entités et finançant un total de 236 programmes conjoints. Les investissements du Fonds ont permis d'obtenir un effet de levier financier de plus de 4,9 milliards de dollars, notamment grâce à la promotion de solutions de financement mixtes innovantes et au soutien apporté aux cadres de financement nationaux intégrés. En d'autres termes, pour chaque dollar engagé par le Fonds, 18 dollars sont utilisés pour financer les objectifs.

22. En 2023, le Fonds commun pour les objectifs de développement durable a reçu des contributions s'élevant à 55,9 millions de dollars et a obtenu 58,8 millions de dollars supplémentaires en contributions signées pour 2024 de la part de 16 États Membres¹⁰. Toutefois, les contributions restent inférieures à l'objectif fixé dans le pacte de financement¹¹.

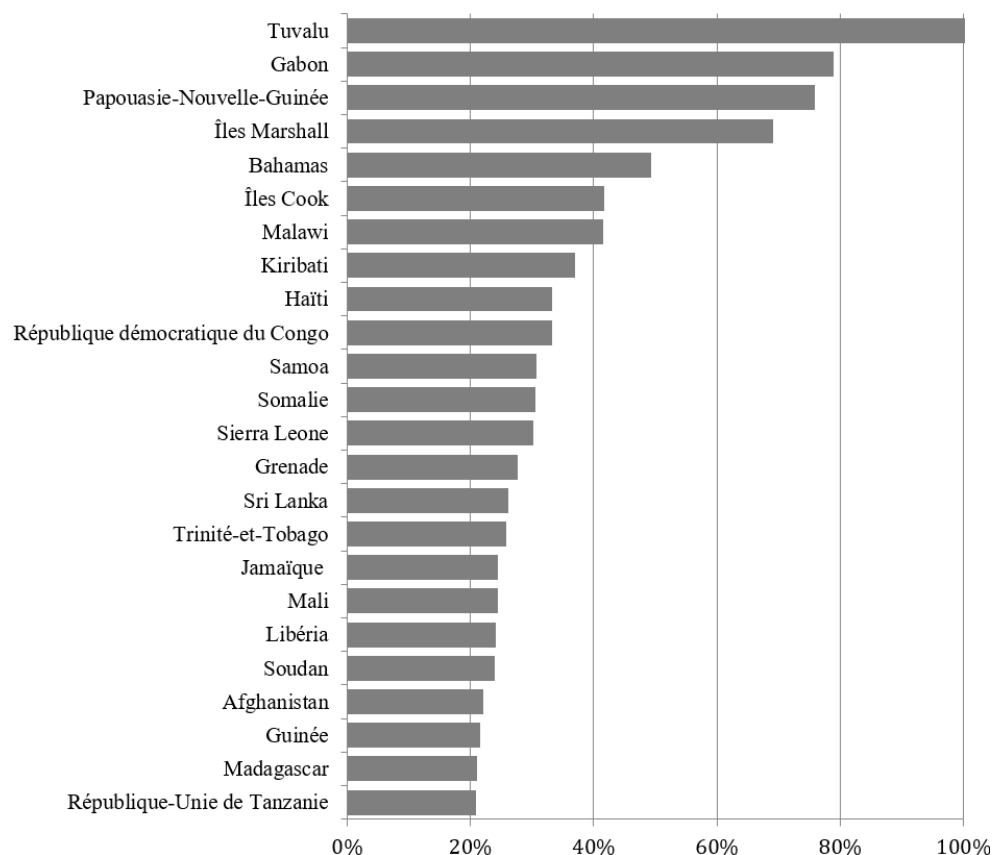
23. La figure 8 montre les 24 pays de programme dans lesquels un minimum de 20 % de l'ensemble des dépenses de développement imputées sur les ressources autres que les ressources de base provenaient de fonds de financement commun interinstitutions en 2022. À ce niveau, les fonds interinstitutions contribuent à assurer une action coordonnée et efficace de l'équipe de pays des Nations Unies, alignée sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et sur les priorités du pays.

¹⁰ À partir de fin février 2024.

¹¹ À l'origine, dans le cadre du pacte de financement de 2019, l'objectif était fixé à 290 millions de dollars d'engagements annuels. Dans le pacte de financement renouvelé pour 2024, l'objectif est de 350 millions de dollars d'engagements annuels d'ici à 2027.

Figure 8

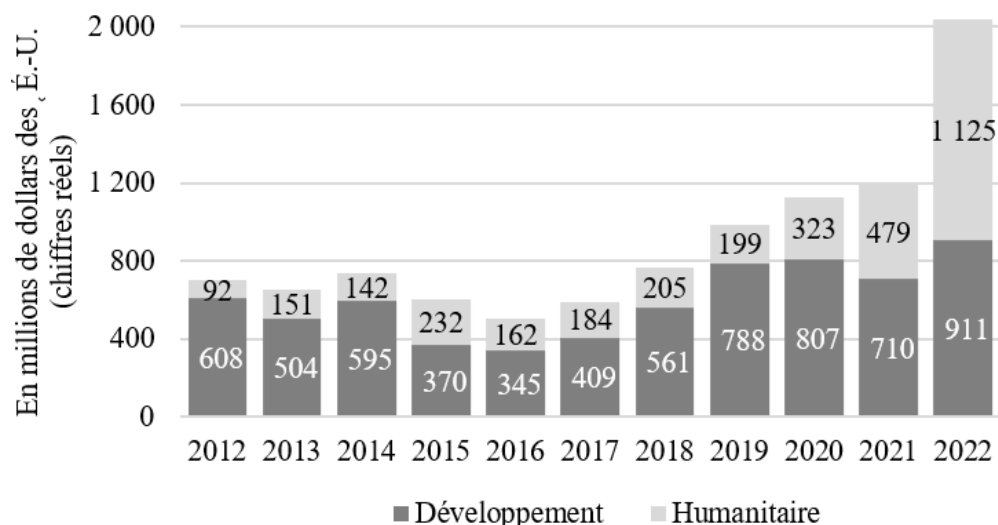
Pays pour lesquels plus de 20 % des dépenses de développement imputées sur les ressources autres que les ressources de base ont été financées par des fonds de financement commun interinstitutions (2022)



Source : Base de données des fonds de financement commun interinstitutions des Nations Unies, 2024 et CEB, 2024.

24. Les fonds thématiques propres à une institution sont des ressources communes, à critères d'affectation souple propres, qui viennent compléter utilement les ressources de base, facilitant l'obtention de résultats de haut niveau aux niveaux national, régional et mondial. Les contributions aux fonds thématiques propres à une institution ont augmenté pour la sixième année consécutive en 2022, atteignant près de 2 milliards de dollars (voir figure 9). Cela représente une augmentation de 65 % par rapport à 2021, stimulée par une augmentation sensible des fonds thématiques humanitaires du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) apportés par le secteur privé. Le financement des fonds thématiques axés sur le développement a augmenté de 24 % en 2022 et représentait 6,1 % de l'ensemble des ressources autres que les ressources de base destinées aux activités de développement. Ce pourcentage est juste au-dessus de la cible de 6 % fixée dans le pacte de financement.

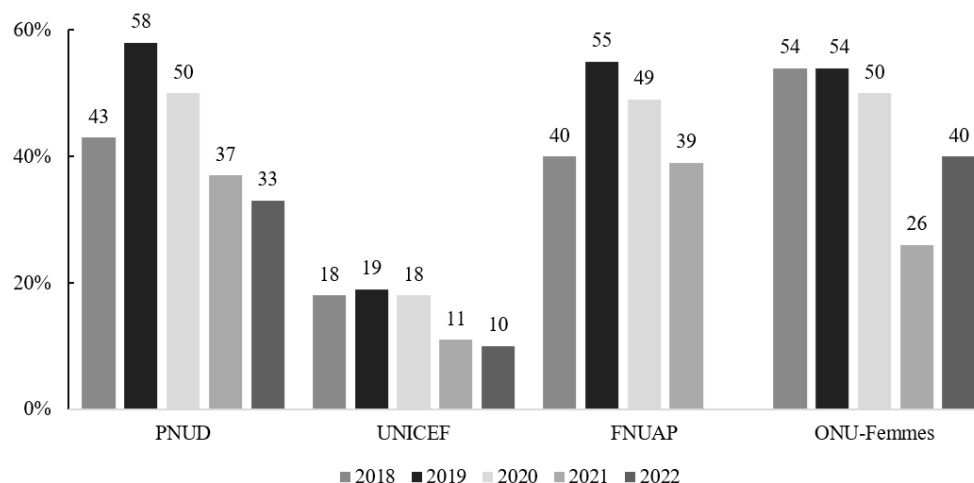
Figure 9
Évolution du financement des fonds thématiques propres à une institution (2012-2022)



Source : CCS, 2024.

25. Les engagements financiers pluriannuels constituent une autre méthode très efficace pour assurer un financement à la fois souple et prévisible. Les engagements pluriannuels aident l'entité à faire face à l'incidence négative des fluctuations de revenus et permettent des interventions plus rapides et plus efficaces. Ils permettent également au système des Nations Unies pour le développement d'être stratégique grâce à une planification à plus long terme des programmes et des ressources. Pour 2022, quelque 54 % des entités des Nations Unies ont déclaré qu'au moins la moitié de leur financement total provenait d'un engagement pluriannuel. Cependant, le financement des activités de base se fait généralement sur une base annuelle ; seules 29 % des entités déclarent qu'au moins la moitié du financement volontaire des activités de base en 2022 faisait partie d'engagements pluriannuels. La figure 10 montre l'évolution de cette part pour quatre fonds et programmes qui, ensemble, représentent les deux tiers du total du financement volontaire des activités de base de développement des Nations Unies. Le graphique présente une tendance générale à la diminution de la part des contributions volontaires aux ressources de base qui font partie d'engagements pluriannuels.

Figure 10
Pourcentage de contributions volontaires aux ressources de base reçues dans le cadre d'engagements pluriannuels (2018-2022)



Source : CCS, 2024.

Abréviations : FNUAP = Fonds des Nations Unies pour la population ; ONU-Femmes = Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

B. Diversité des sources de financement

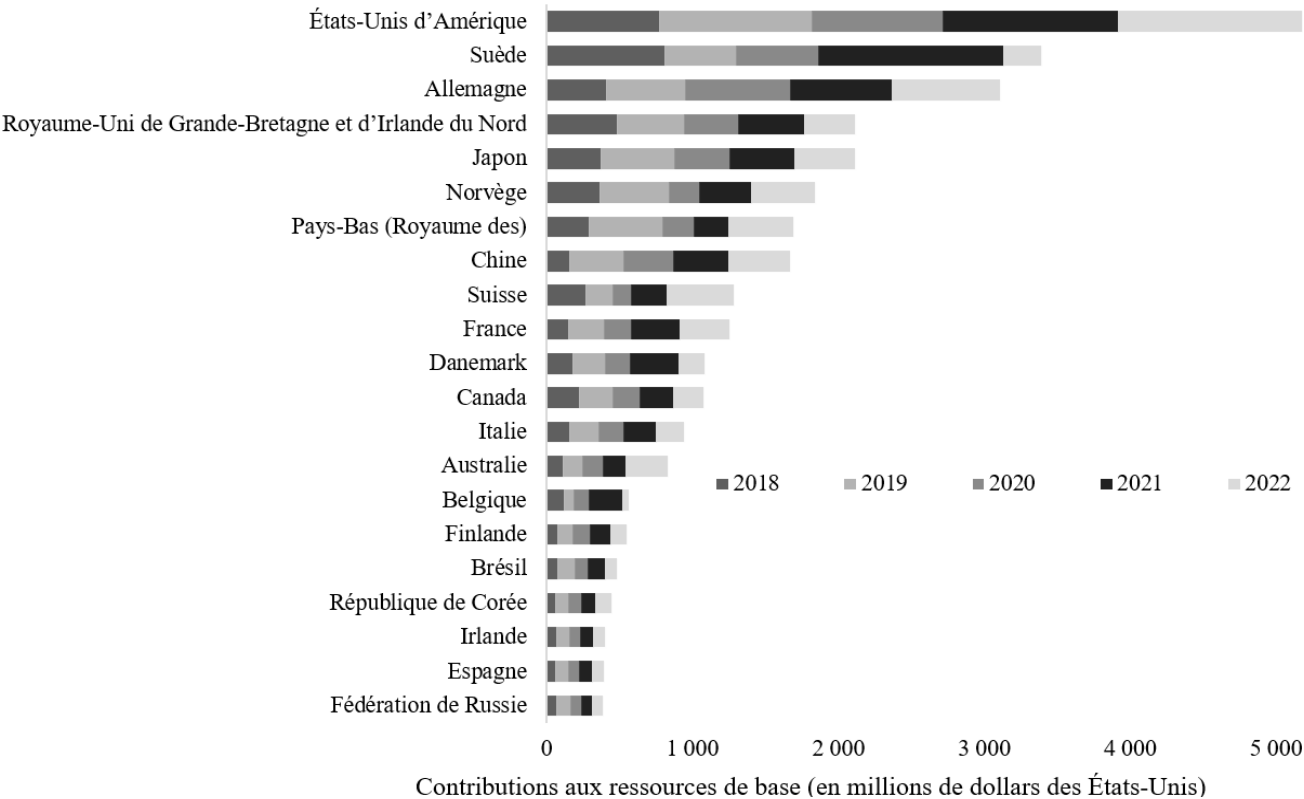
26. La diversification des sources de financement reste une priorité absolue pour le système des Nations Unies pour le développement. Une forte dépendance à l'égard d'un petit nombre de contributeurs rend les entités vulnérables aux changements de politique des donateurs et peut amoindrir le caractère multilatéral de l'organisation, en particulier lorsque le contributeur contraint l'affectation d'une grande partie des fonds. En 2023, 84 % des entités du système des Nations Unies pour le développement ont rendu compte à leurs organes directeurs des mesures concrètes qu'elles avaient prises en vue d'élargir leur base de donateurs. Toutefois, il ressort des dernières données de financement que le système des Nations Unies pour le développement continue de dépendre d'un petit nombre de pays contributeurs. En 2022, les trois premiers États contributeurs ont représenté à eux seuls 42 % du financement total du système des Nations Unies pour le développement (contre 38 % en 2021), et les 10 premiers, 60 % (contre 56 % en 2020)¹². Si l'on exclut les dix premiers États contributeurs, les contributions totales des États ont diminué de 7,5 % entre 2021 et 2022. Cela laisse supposer que le système des Nations Unies pour le développement est devenu encore plus dépendant de quelques États contributeurs principaux.

27. Comme pour le financement total, 59 % du total des ressources de base avaient été versés par seulement dix principaux contributeurs de 2018 à 2022. La figure 11 montre les contributions des 21 États qui ont versé un montant moyen d'au moins 75 millions de dollars par an aux ressources de base (y compris aux contributions

¹² Dans l'ordre, les 10 premiers États contributeurs en 2022 étaient les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Canada, le Japon, le Royaume des Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Suisse et la France.

statutaires) du système des Nations Unies pour le développement pendant la période de cinq ans.

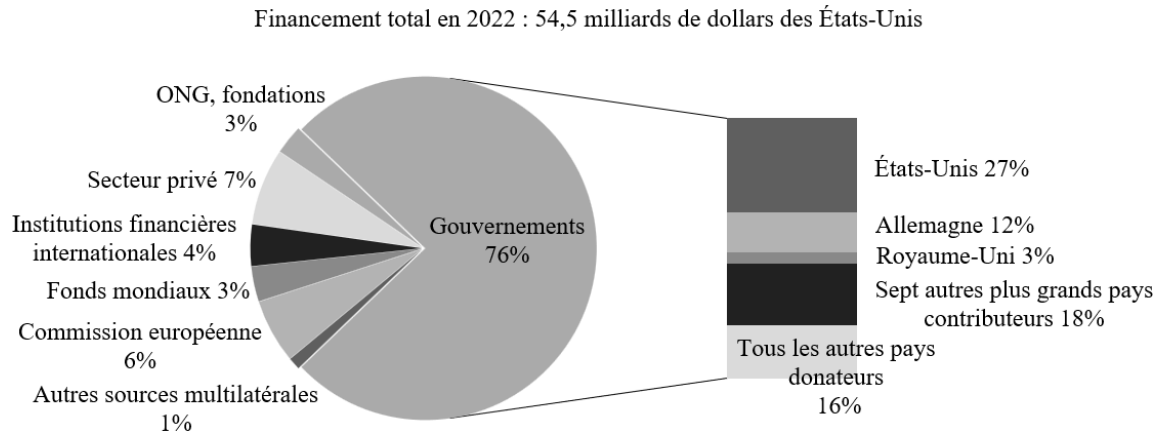
Figure 11
Principaux États contributeurs aux ressources de base (2018-2022)



Source : CCS, 2024.

28. Tous les pays confondus ont versé un peu plus des trois quarts du financement total en 2022, ce qui est conforme à la proportion des années précédentes. Les 24 % restants provenaient des groupes de contributeurs présentés à la figure 12.

Figure 12
Principales sources de financement (2022)



Source : CCS, 2024.

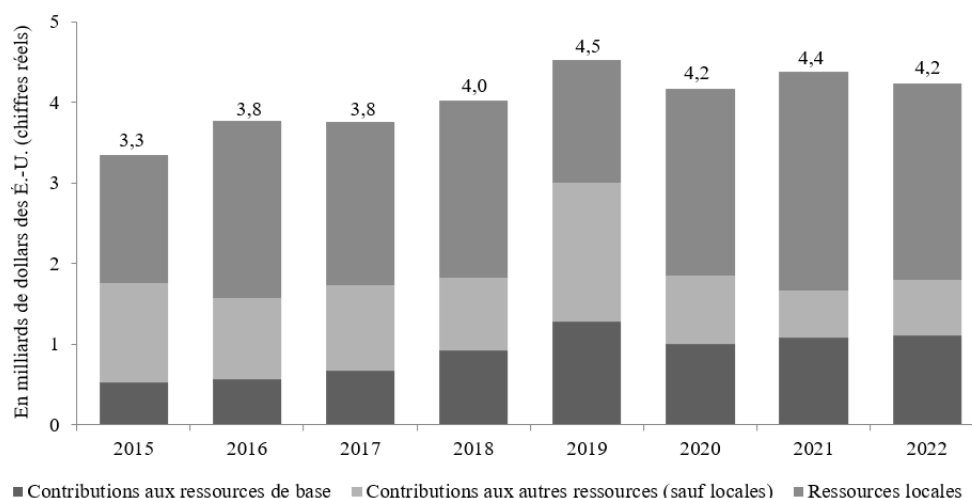
29. Il est primordial que le système des Nations Unies pour le développement continue de diversifier ses sources de financement en renforçant les partenariats avec le secteur privé et d'autres organisations multilatérales, y compris les institutions financières internationales. Le financement du secteur privé a sensiblement augmenté pour la deuxième année consécutive, atteignant près de 4 milliards de dollars en 2022. Cela représente une augmentation de 63 % depuis 2020. Au cours de la même période de deux ans, les contributions des organisations non gouvernementales et des fondations ont doublé pour atteindre 1,5 milliard de dollars.

30. Le système continue de renforcer sa collaboration avec les institutions financières internationales afin d'aider les pays à mobiliser les financements requis pour concrétiser les objectifs de développement durable et surmonter les obstacles socioéconomiques. Les contributions des institutions financières internationales ont augmenté sensiblement pour dépasser les 2 milliards de dollars en 2022, soit plus du triple du volume reçu en 2020.

31. La Commission européenne a fourni 3,3 milliards de dollars en 2022, ce qui en fait le troisième plus grand contributeur au système des Nations Unies pour le développement, après les États-Unis d'Amérique et l'Allemagne. Ce montant est en légère baisse par rapport aux 3,4 milliards de dollars reçus de la Commission européenne en 2021.

32. Les contributions des pays de programme peuvent permettre d'atténuer la forte dépendance du système vis-à-vis de ses principaux donateurs. Il s'agit en outre là d'une marque de l'adhésion et de l'appréciation de la valeur de l'appui fourni par le système des Nations Unies pour le développement. Après une période de croissance régulière, les contributions des pays du programme se sont stabilisées depuis 2019. Cette tendance se vérifie aussi bien pour les contributions aux ressources de base que pour les ressources autres que les ressources de base (voir figure 13). Les montants indiqués ci-dessous comprennent les ressources locales, qui représentent le financement des activités dans le pays du contributeur. En 2022, les ressources locales représentaient 58 % du financement total fourni par les gouvernements des pays de programme. Ces contributions à l'appui des résultats nationaux en matière de développement durable sur leur territoire montrent que les pays hôtes s'approprient les programmes des Nations Unies et s'emploient à jouer un rôle de chef de file.

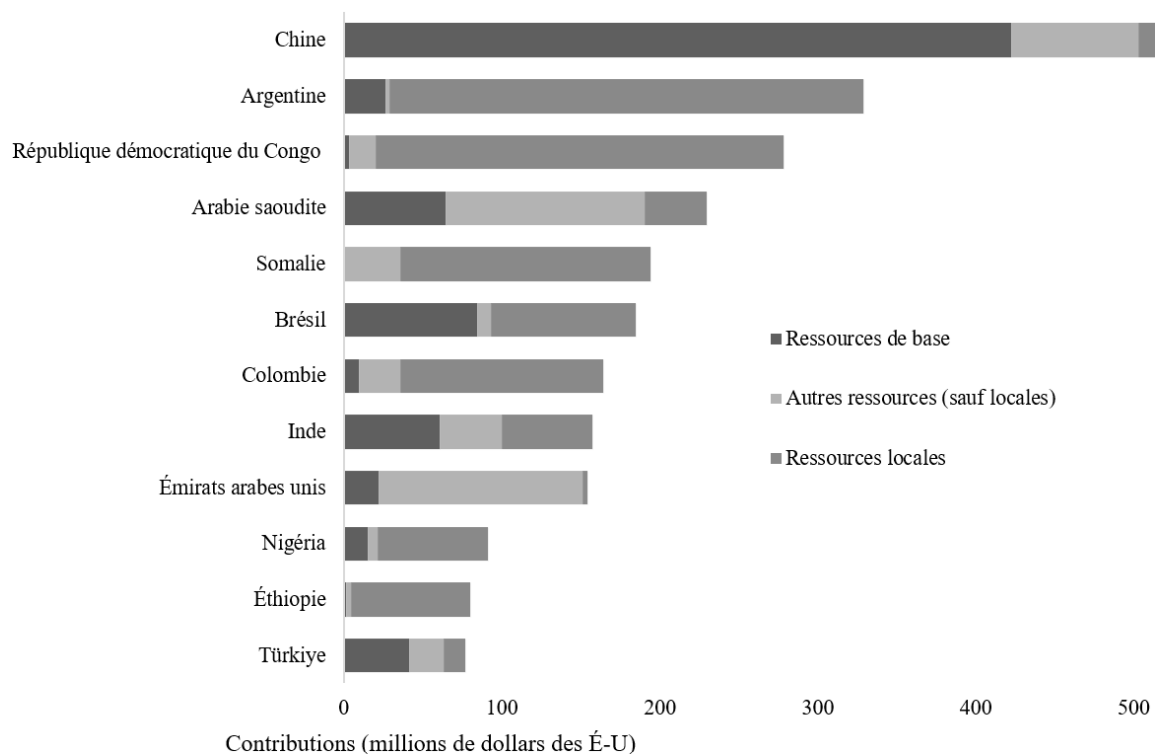
Figure 13
Ressources fournies par les pays de programme (2015-2022)



Source : CCS, 2024.

33. La figure 14 reprend les 12 pays de programme qui ont contribué à hauteur d'au moins 75 millions de dollars au système des Nations Unies pour le développement en 2022, y compris les contributions aux ressources locales. Ressources locales mises à part, les cinq principaux pays contributeurs en 2022 sont la Chine, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Inde et le Brésil.

Figure 14
Principaux contributeurs parmi les pays de programme (2022)



Source : CCS, 2024.

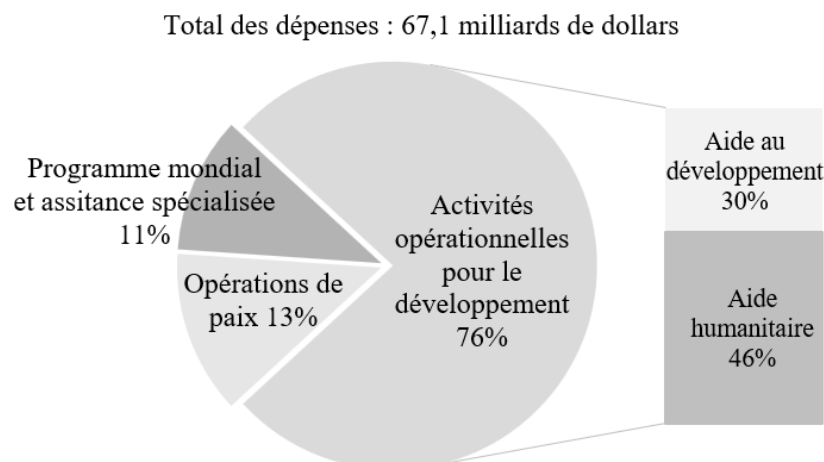
III. Utilisation des ressources

A. Allocation globale des ressources

34. Les activités opérationnelles, le développement et l'aide humanitaire notamment, ont représenté les trois quarts des dépenses totales du système des Nations Unies en 2022. Les opérations de paix, qui sont des activités impliquant le déploiement de personnel civil, policier et militaire destiné à aider les pays en proie à un conflit à créer les conditions d'une paix durable, ont représenté 13 % des dépenses totales, tandis que le programme mondial et l'assistance spécialisée¹³ ont représenté les 11 % restants (voir fig. 15). Les opérations de paix, le programme mondial et les autres formes d'assistance spécialisée ne relèvent pas du champ d'application de l'examen quadriennal complet et du présent rapport, mais sont indiqués dans la figure ci-dessous à titre indicatif.

¹³ Il s'agit des activités qui ont pour objectif : a) de remédier à certains problèmes mondiaux ou régionaux sans lien direct avec l'aide au développement et l'action humanitaire ou les opérations de paix ou b) de concourir au développement durable dans une optique à long terme dans des pays hors programmes.

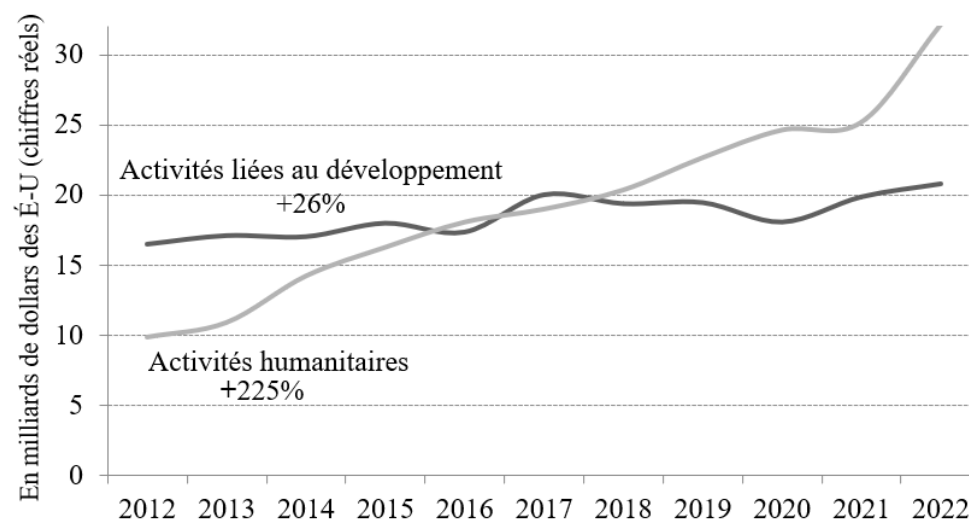
Figure 15
Dépenses des organismes des Nations Unies, par type d'activité (2022)



Source : CCS, 2024.

35. En 2022, les dépenses consacrées aux activités humanitaires ont largement dépassé les dépenses consacrées aux activités de développement. Cette évolution fait suite, ces dix dernières années, à une tendance marquée à la hausse des ressources du système des Nations Unies pour le développement affectées aux activités humanitaires, alors que les dépenses consacrées aux activités de développement n'ont que légèrement augmenté (fig. 16).

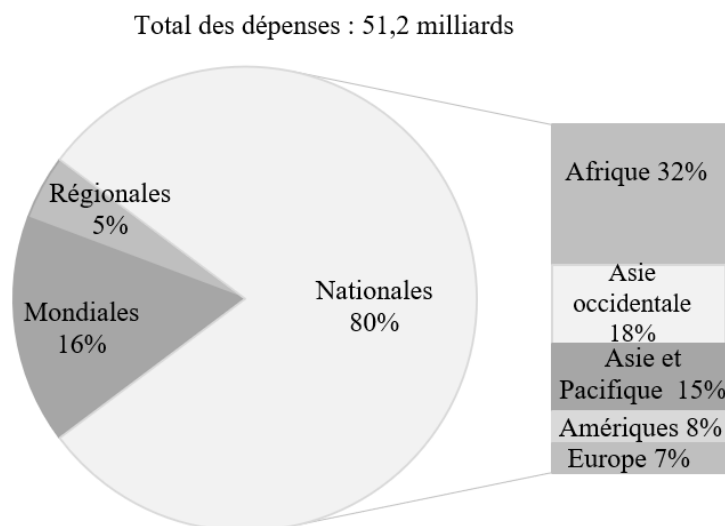
Figure 16
Allocation des ressources par type d'activité (2012-2022)



Source : CCS, 2024.

36. Quelque 80 % de l'ensemble des dépenses consacrées aux activités opérationnelles ont été dépensées au niveau national en 2022, 5 % ont soutenu des activités au niveau régional et le reliquat a financé des activités mondiales, y compris des programmes mondiaux et des activités menées à partir du siège, comme le montre la figure 17.

Figure 17
Ventilation générale des dépenses liées aux activités opérationnelles (2022)

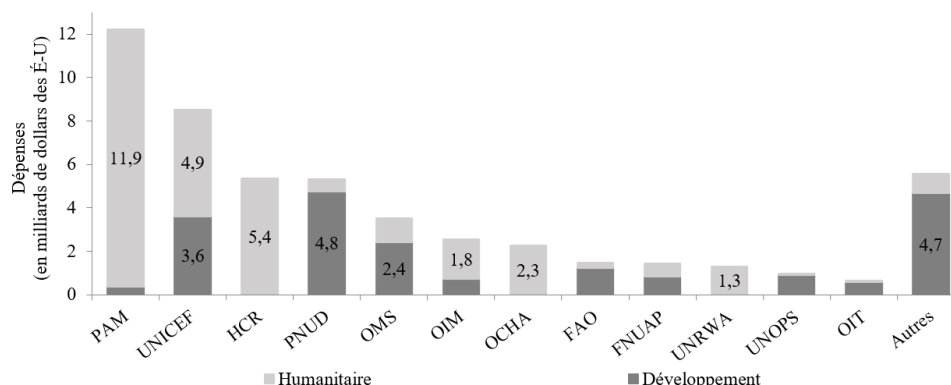


Source : CCS, 2024.

37. Sur le plan géographique, la part la plus élevée des dépenses (16,4 milliards de dollars) a été affectée aux activités menées au niveau national en Afrique, devant l'Asie occidentale (9,3 milliards de dollars). Collectivement, les activités dans ces deux régions ont représenté plus de la moitié de toutes les dépenses en 2022, et 63 % des dépenses totales au niveau national. La répartition des ressources par région est restée stable entre 2020 et 2022.

38. La figure 18 montre les dépenses totales consacrées au développement et aux activités humanitaires par les 12 plus grandes entités du système des Nations Unies pour le développement en 2022, qui représentaient ensemble 89 % des dépenses totales du système des Nations Unies pour le développement. Les cinq plus grandes entités ont représenté à elles seules plus des deux tiers des dépenses totales. Les dépenses consacrées aux activités opérationnelles ont augmenté de plus de 6 milliards de dollars en 2022 par rapport à 2021 ; toutefois, cette hausse ne s'est pas observée dans toutes les entités des Nations Unies. L'augmentation se rapporte principalement à cinq entités. Par rapport à 2021, le Programme alimentaire mondial a pu augmenter ses activités à hauteur de 2,8 milliards de dollars en 2022, l'UNICEF a augmenté ses dépenses humanitaires de 1,3 milliard de dollars, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Organisation internationale pour les migrations ont augmenté leurs activités à hauteur de 0,7 et 0,6 ainsi que de 0,3 milliard de dollars, respectivement.

Figure 18
Dépenses de développement et d'aide humanitaire, par entité (2022)



Source : CCS, 2024.

Abbreviations : FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; FNUAP = Fonds des Nations Unies pour la population ; HCR = Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; OCHA = Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; OIM = Organisation internationale pour les migrations ; OIT = Organisation internationale du Travail OMS = Organisation mondiale de la Santé ; PAM = Programme alimentaire mondial ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

B. Dépenses par lieu et par objectif de développement durable

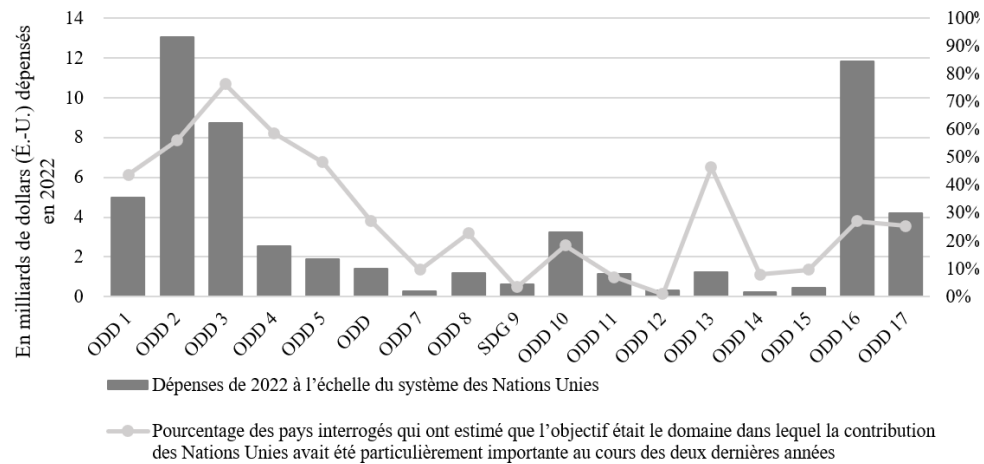
39. L'amélioration de la qualité de l'information financière pour ce qui est de l'allocation des ressources à l'échelle du système des Nations Unies a permis de mieux appréhender la contribution du système des Nations Unies pour le développement à la mise en œuvre du Programme 2030. En 2023, 39 entités des Nations Unies, responsables de 85 % des dépenses totales du système des Nations Unies, ont communiqué des informations sur les activités menées et les dépenses effectuées au regard des 17 objectifs de développement durable¹⁴. Ce chiffre représente une augmentation par rapport aux 36 entités qui avaient communiqué en 2022 des informations rapprochant leurs activités aux objectifs.

40. L'enquête menée en 2023 a montré que les pays considéraient le plus souvent que l'action des Nations Unies s'était particulièrement ressentie sur les objectifs de développement durable 3, 4 et 2. La figure 19 présente visuellement les résultats de l'enquête, tout en illustrant la répartition des dépenses de 39 entités des Nations Unies en fonction de chaque objectif. Le graphique met en évidence une corrélation entre les dépenses et l'impact dans les pays d'accueil, bien qu'à un niveau agrégé élevé.

41. Par rapport à 2021, l'objectif 2 relatif à l'élimination de la faim a dépassé l'objectif 16 relatif à la paix, à la justice et à des institutions efficaces en tant qu'objectif le plus ciblé par les activités des Nations Unies, d'un point de vue financier. L'objectif 3 relatif à la santé et au bien-être suit de près.

¹⁴ La figure 19 n'offre donc pas un aperçu exhaustif des dépenses du système.

Figure 19
Dépenses par objectif de développement durable (2022)

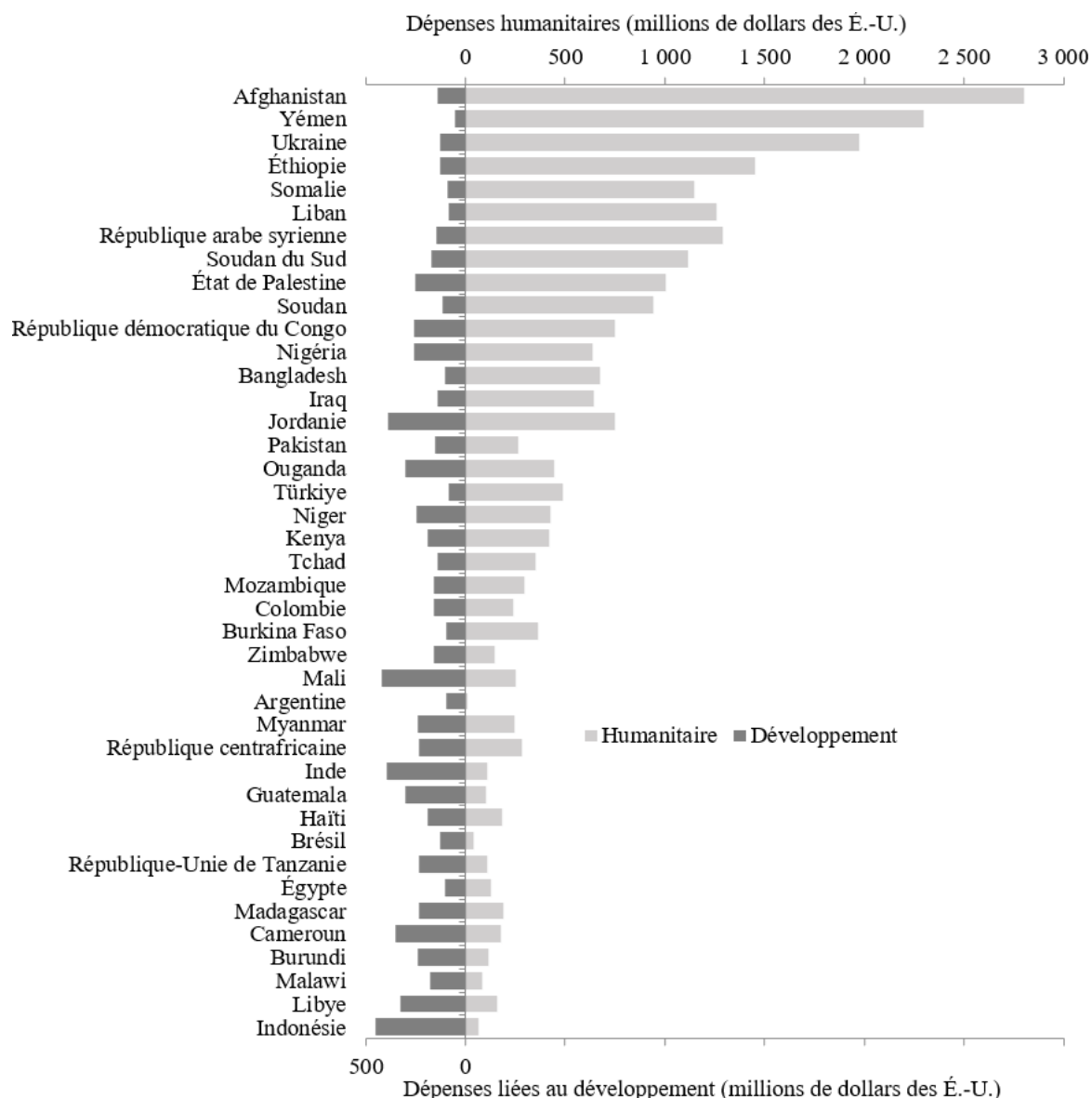


Source : CCS, 2024.

Abréviation : ODD = objectif de développement durable.

42. Dans les 41 pays où les dépenses ont dépassé 200 millions de dollars en 2022, deux tiers des ressources ont été allouées à l'aide humanitaire. Pris ensemble, ces 41 pays représentaient 80 % des dépenses totales du système des Nations Unies pour le développement au niveau des pays.

Figure 20
Dépenses dans les pays et territoires où les dépenses humanitaires et les dépenses de développement ont dépassé 200 millions de dollars (2022)

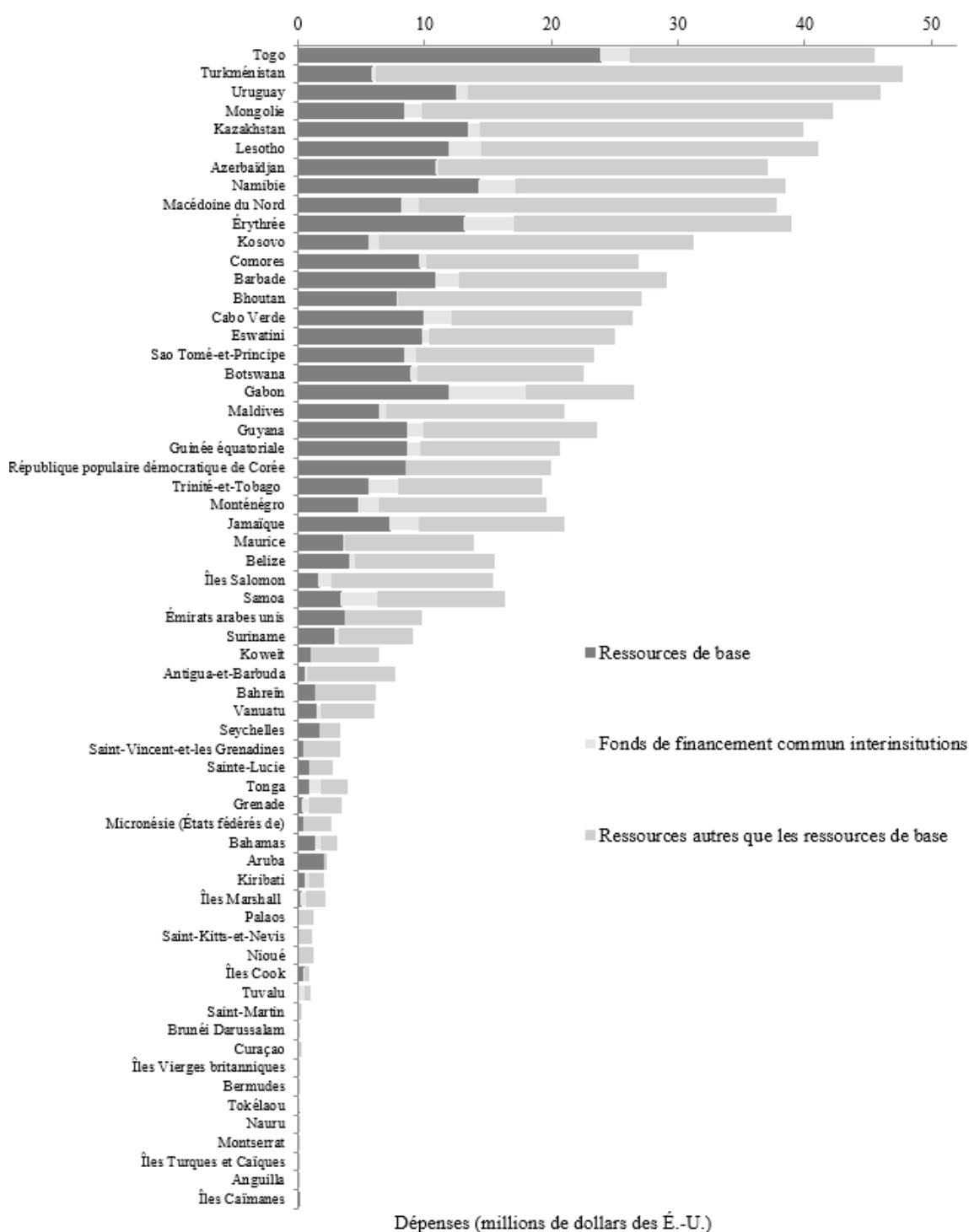


Source : CCS, 2024.

43. Les 62 pays et territoires dont les programmes représentent des dépenses annuelles inférieures à 50 millions de dollars, classés dans la catégorie des petits pays de programme, représentaient ensemble 2,3 % des dépenses totales en 2022. Les dépenses ont été inférieures à 20 millions de dollars dans 37 pays hôtes, lesquels n'ont compté que pour 0,4 % dans les dépenses totales effectuées au niveau national. En raison de la diminution de 10 % des dépenses totales au niveau national dans les petits pays de programme en 2022 par rapport à 2021 et des restrictions budgétaires de plusieurs entités des Nations Unies dans ces pays, il y a plus de risque de fragmentation de l'aide et d'inefficacité, en particulier lorsque les ressources sont affectées de façon contraignante au niveau du projet.

44. Il est possible de contribuer à réduire les effets négatifs de la fragmentation de l'aide grâce à une part plus élevée de ressources de base et à un financement flexible provenant de fonds de financement commun interinstitutions. La figure 21 présente une ventilation des types de ressources dépensées dans les 62 pays ayant les plus petits programmes (les petits États insulaires en développement y sont prédominants). Globalement, en 2022, 30 % des ressources dépensées dans ces pays étaient des ressources de base, ce qui est nettement supérieur à la moyenne mondiale. Toutefois, seuls 5,3 % des ressources allouées aux petits pays de programme provenaient de fonds communs interinstitutions. Ces proportions varient considérablement d'un pays à l'autre.

Figure 21
Pays et territoires où les dépenses ont été inférieures à 50 millions de dollars : dépenses par type de ressources (2022)



Source : CCS, 2024.

Note : Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

45. Le tableau 1 présente la répartition des ressources de base, des autres ressources et des fonds de financement commun interinstitutions, ainsi que d'autres ressources pour les différentes tailles de programmes, classés en fonction du type d'activités : humanitaire ou développement. Les ressources autres que les ressources de base restent la principale source de financement, quelle que soit la taille du programme. Les fonds de financement commun interinstitutions sont les ressources les plus utilisées dans les grands pays de programme. Même si les pays dotés des plus petits programmes affichent la part la plus élevée de ressources de base, cette allocation reste insuffisante pour assurer un soutien durable.

Tableau 1
Part des dépenses par type de ressources
(En pourcentage)

Taille du programme	Activités de développement					Activités humanitaires			
	Part des dépenses au niveau des pays	Ressources de base	Fonds de financement commun interinstitutions	Autres ressources (ressources autres que les ressources de base)	Autres formes de recettes ^a	Ressources de base	Fonds de financement commun interinstitutions	Autres ressources (ressources autres que les ressources de base)	Autres formes de recettes ^a
Grande (plus de 200 millions de dollars)	80	16	8	69	7	9	8	85	0
Moyenne (50 à 200 millions de dollars)	15	22	6	70	2	16	3	73	8
Petite (moins de 50 millions de dollars)	2	32	6	62	0	20	4	61	16
Ensemble des pays hôtes	98	19	7	69	5	9	7	84	0

^a Dépenses provenant de ressources qui ne sont pas considérées comme des contributions aux ressources de base ou aux autres ressources (par exemple, les ressources provenant d'investissements, de gains de change, de transferts provenant d'autres entités des Nations Unies, etc.)

C. Allocation des ressources dans les pays en situation particulière

46. Les pays en situation particulière sont en proie à une multitude de difficultés et ont besoin d'aide pour faire face aux risques prévus et imprévus. Le tableau 2 illustre une augmentation constante et considérable des ressources consacrées aux activités opérationnelles dans les groupes de pays vulnérables. Entre 2018 et 2022, tous les groupes, à l'exception des pays d'Afrique, ont connu une augmentation des dépenses supérieure à l'augmentation moyenne de tous les pays hôtes.

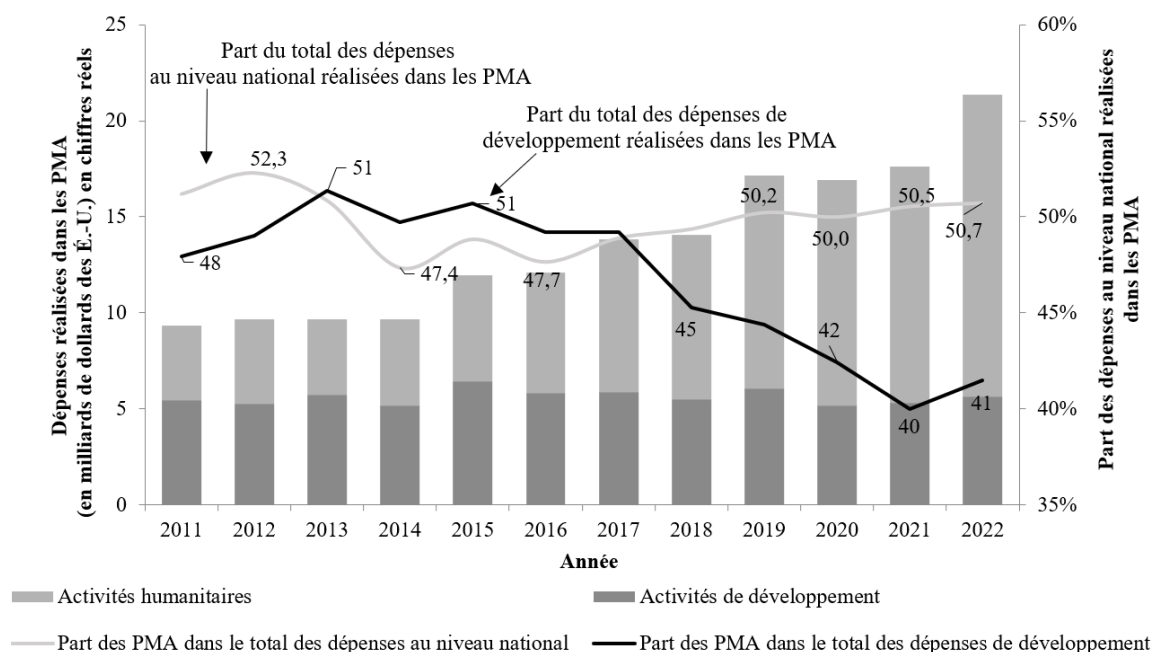
Tableau 2
Dépenses consacrées aux activités opérationnelles, par groupe de pays

Catégorie de pays	Nombre de pays	Total des dépenses en 2022 consacrées aux activités opérationnelles (En millions de dollars des États-Unis)	Pourcentage par rapport au montant total des dépenses au niveau du pays	Évolution en chiffres réels des dépenses sur 4 ans (en points de pourcentage)	Montant des dépenses par habitant (en dollars des États-Unis)	Dépenses touchant au développement en 2022 (En millions de dollars des États-Unis)
Pays les moins avancés	45	20 645	50,7	+52	18,36	5 449
Petits États insulaires en développement	57	1 218	3,0	+71	17,03	841
Pays en développement	32	11 603	28,5	+53	20,56	3 266

Catégorie de pays	Nombre de pays	Total des dépenses en 2022 consacrées aux activités opérationnelles (En millions de dollars des États-Unis)	Pourcentage par rapport au montant total des dépenses au niveau du pays	Évolution en chiffres réels des dépenses sur 4 ans (en points de pourcentage)	Montant des dépenses par habitant (en dollars des États-Unis)	Dépenses touchant au développement en 2022 (En millions de dollars des États-Unis)
sans littoral						
Afrique	55	16 371	40,2	+44	11,49	5 549
Pays à revenu intermédiaire	109	20 579	50,5	+58	3,52	8 654
Pays connaissant des situations d'urgence complexes	26	23 635	58,0	Sans objet	23,52	4 930
Ensemble des pays hôtes	162	39 788	97,7	+51	5,99	12 889

47. Depuis 2014, on observe une augmentation constante des ressources consacrées aux activités opérationnelles dans les pays les moins avancés, comme le montre la figure 22. Plus de la moitié des dépenses totales tous pays confondus concerne ce groupe de pays, ce qui marque un renversement par rapport à la période de quatre ans allant de 2014 à 2018, au cours de laquelle les dépenses avaient chuté en dessous de 50 %. L'augmentation récemment observée s'explique essentiellement par la multiplication des activités humanitaires. Exprimé en chiffres réels, le volume des dépenses consacrées aux activités de développement est resté stable au cours de la dernière décennie, et la proportion des dépenses totales consacrées au développement dans les pays les moins avancés a diminué. En 2022, 41 % du total des dépenses consacrées au développement ont bénéficié aux pays les moins avancés, contre 55 % du total des dépenses humanitaires. Environ 10 % des ressources dépensées dans les pays les moins avancés en 2022 provenaient du financement des activités de base, soit une baisse de 3 points de pourcentage par rapport à 2021.

Figure 22
Dépenses réalisées dans les pays les moins avancés (2011-2022)



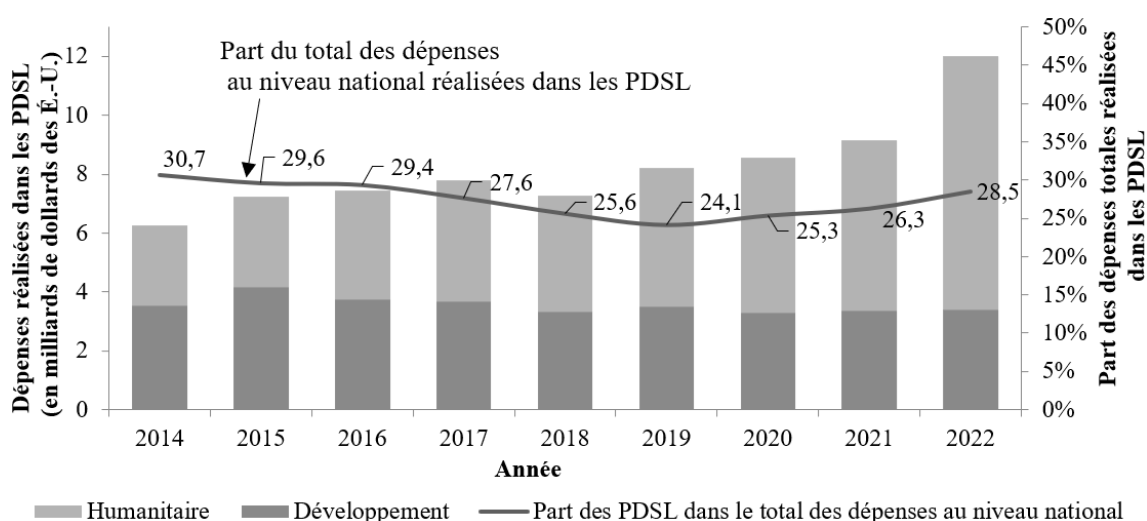
Source : CCS, 2024.

Abréviation : PMA = pays les moins avancés.

48. Entre 2021 et 2022, les dépenses consacrées aux activités opérationnelles dans les pays en développement sans littoral ont connu l'augmentation la plus importante parmi les groupes de pays en situation particulière. L'augmentation représente 26 % des dépenses totales, sous l'effet d'une hausse de 43 % des dépenses humanitaires, tandis que les dépenses consacrées aux activités de développement ont diminué de 100 millions de dollars pour atteindre 3,3 milliards de dollars en 2022. Depuis 2017, les dépenses totales dans les pays en développement sans littoral ont augmenté de 67 % en termes réels. La proportion des dépenses allouées à ce groupe a donc augmenté pour atteindre 28,5 % des dépenses totales au niveau national en 2022. Toutefois, cette part reste inférieure à celle de la période précédant 2017, comme le montre la figure 23.

Figure 23

Dépenses réalisées dans les pays en développement sans littoral (2014-2022)

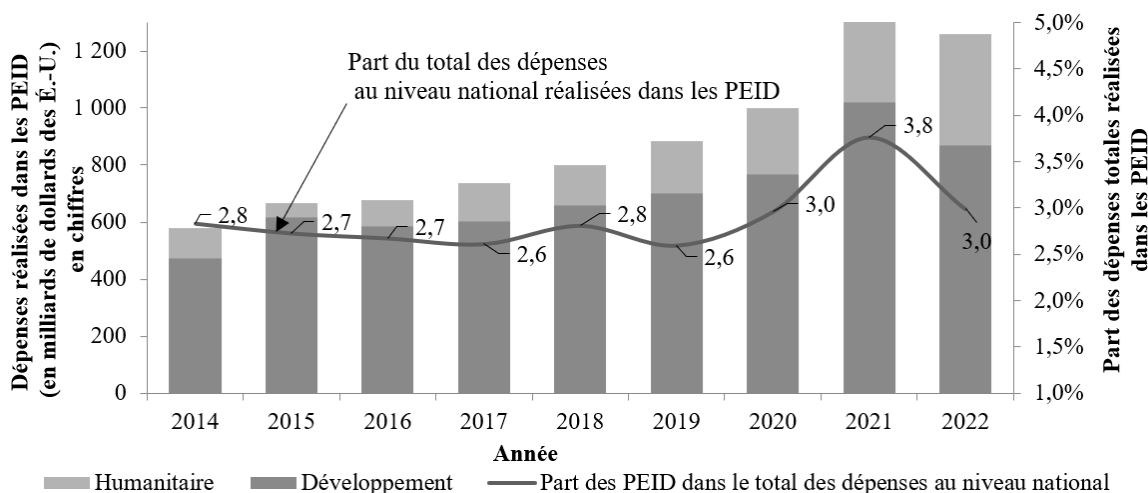


Source : CCS, 2024.

Abréviation : PDSL = pays en développement sans littoral.

49. En 2022, les dépenses réalisées dans les petits États insulaires en développement ont diminué de 7 %, ce qui peut s'expliquer par une baisse de 17 % des dépenses consacrées aux activités de développement (voir fig. 24). Compte tenu de la grande vulnérabilité et de l'éloignement de ces pays, il est essentiel que des ressources flexibles soient disponibles en quantité suffisante pour que les entités des Nations Unies puissent apporter un appui souple et rapide. Il est donc encourageant de constater que, par rapport à l'allocation globale des ressources à l'échelle mondiale, une plus grande proportion des ressources dépensées dans les petits États insulaires en développement l'a été sous la forme de ressources de base ou de fonds de financement commun interinstitutions. Sur le total des dépenses effectuées dans ces États en 2022, 17,2 % ont été financés par des ressources de base et 11,1 % par des ressources provenant de fonds de financement commun interinstitutions. Ces chiffres sont à comparer aux parts respectives de 12,7 % et 7,1 % pour l'ensemble des pays.

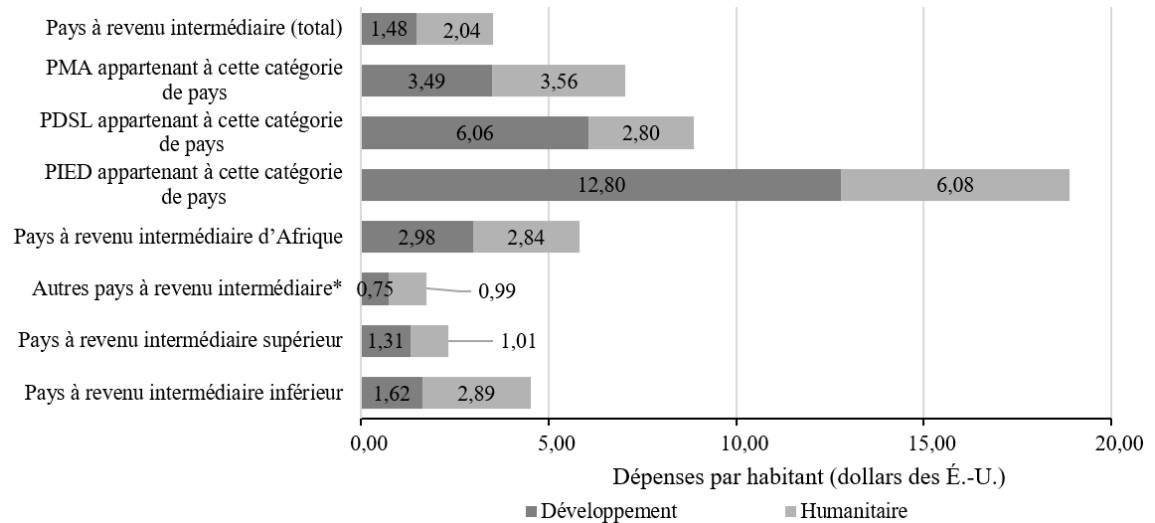
Figure 24
Dépenses réalisées dans les petits États insulaires en développement (2014-2022)



50. Les ressources consacrées aux activités opérationnelles dans les pays africains ont augmenté de 9 %, soit 1,3 milliard de dollars, entre 2021 et 2022. Toutefois, cette croissance a été inégalement répartie sur le continent. Les dépenses n'ont augmenté que dans 30 pays sur 55, des augmentations notables étant observées en Somalie (51 %) et en Angola (40 %). À l'inverse, 23 pays ont connu une baisse des dépenses, le Lesotho (25 %) étant le plus touché. Les dépenses à Maurice et au Malawi sont restées stables. D'après les données les plus récentes (2022), le système des Nations Unies pour le développement consacre aux pays du continent 40 % de ses dépenses effectuées au niveau national, contre 42 % en 2021.

51. Les dépenses du système des Nations Unies pour le développement dans les pays à revenu intermédiaire ont augmenté de 52 % en termes réels depuis 2018. Cette catégorie englobe un ensemble diversifié de 109 pays, dont 21 des pays les moins avancés, 20 pays en développement sans littoral, 28 petits États insulaires en développement et 11 pays dotés d'un plan de réponse humanitaire, ce qui suggère qu'ils font face à des situations d'urgence complexes. La figure 25 illustre les dépenses consacrées aux activités opérationnelles dans différents sous-groupes de pays à revenu intermédiaire, présentées par habitant. Parmi les pays à revenu intermédiaire, c'est dans les petits États insulaires en développement que les dépenses sont les plus élevées, et elles sont principalement consacrées aux activités de développement.

Figure 25
Dépenses par habitant dans les pays à revenu intermédiaire en 2022



Source : CCS, 2024.

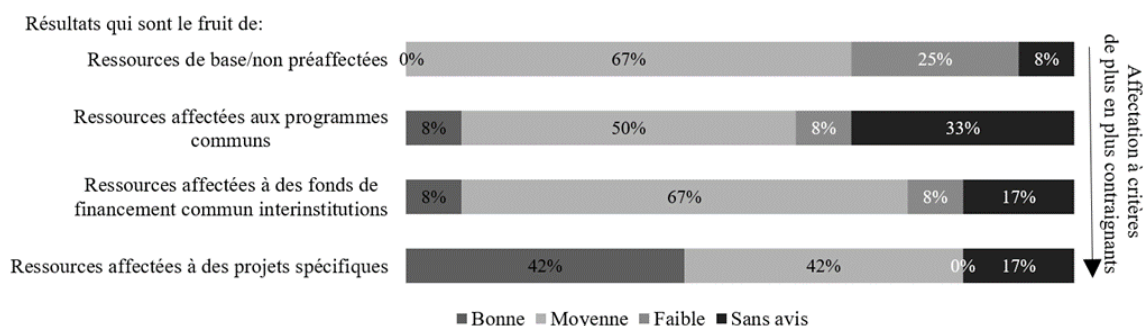
Abréviations : PDSL = pays en développement sans littoral ; PEID = petits États insulaires en développement ; PMA = pays les moins avancés.

* Pays à revenu intermédiaire ne figurant pas parmi les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement, les pays d'Afrique ou les pays en situation d'urgence complexe dotés d'un plan de réponse humanitaire.

IV. Transparence des flux de financement et reddition de comptes

52. Le renforcement de la transparence et de la reddition de comptes moyennant une meilleure démonstration des liens entre le financement et les résultats contribue à établir des partenariats stratégiques à long terme, fondés sur la confiance, entre les entités des Nations Unies, les États Membres et les autres contributeurs financiers. L'enquête menée en 2023 auprès des pays montre que la plupart des contributeurs financiers apprécient l'importance d'un financement commun de base ou flexible, mais sont préoccupés par la visibilité des résultats et la manière dont il est rendu compte des résultats obtenus, y compris de la qualité des rapports. Les principaux pays donateurs étaient généralement d'avis que la transparence des rapports sur les résultats était bonne ou moyenne. Toutefois, les pays contributeurs considèrent généralement que la qualité des rapports sur les résultats obtenus grâce aux ressources affectées à des projets spécifiques est meilleure que celle des rapports sur les résultats obtenus grâce aux ressources de base (voir fig. 26).

Figure 26

Évaluation de la qualité des rapports des Nations Unies sur les résultats par les principaux États Membres contributeurs

Source : Département des affaires économiques et sociales, enquête menée auprès des gouvernements, 2023.

Rapports au niveau mondial

53. Les principaux pays donateurs ont indiqué que l'une des principales raisons pour lesquelles ils se montraient réticents à accroître le degré de flexibilité de leur financement était le manque de visibilité concernant l'utilisation des ressources de base et la capacité des Nations Unies à démontrer le rapport coût-avantage de ce type de ressources. Plusieurs entités des Nations Unies tentent de remédier à cela et produisent désormais des rapports annuels qui présentent ce que les ressources de base permettent de financer et comment elles favorisent le changement dans des domaines conformes à leur mandat et à leurs plans stratégiques. Ces rapports mettent à l'honneur les contributeurs financiers, en particulier ceux qui fournissent des ressources de base et des ressources à critères d'affectation souple. Dans le cadre du pacte de financement, les entités se sont engagées à améliorer la qualité et l'accessibilité des rapports destinés aux États Membres, notamment en ce qui concerne les besoins de financement, les budgets et les dépenses axés sur les résultats, afin que les pays disposent d'informations complètes sur la manière dont leurs contributions financières sont utilisées.

54. La communication de données relatives au financement au Conseil des chefs de secrétariat par l'ensemble du système des Nations Unies a continué de s'améliorer en 2023. L'initiative du cube de données, par laquelle ont été définies en 2018 six normes de données communes au système des Nations Unies, a pour objectif à long terme de garantir des données financières fiables, vérifiables et comparables à l'échelle du système et au niveau de chaque entité, alignées sur les objectifs de développement durable. La stratégie actuelle de cube de données pour 2022-2025 continue de progresser, l'ambition étant de garantir des données financières entièrement ventilées dans chaque pays – avec davantage de données mises à disposition en 2023 sur le site web du Conseil des chefs de secrétariat. Lorsque la stratégie 2022-2025 sera pleinement mise en œuvre, les parties prenantes auront une vue d'ensemble de ce que les entités des Nations Unies dépensent pour soutenir un objectif, par lieu géographique et par type d'intervention. Une septième norme de données sur le Marqueur pour l'égalité des genres des Nations Unies a été mise en œuvre en 2023 et sera utilisée dans les rapports d'activité destinés à l'Organisation de coopération et de développement économiques et à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

55. Actuellement, 61 % des entités du système des Nations Unies pour le développement publient des données financières conformément à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Cette part est restée à peu près inchangée

au cours des deux dernières années, la plupart des entités qui n'établissent pas encore de rapport sur la base de cette norme se trouvant au Secrétariat de l'ONU.

Rapports au niveau national

56. Au niveau national, les rapports annuels sur les résultats permettent aux entités des Nations Unies de partager des informations et de rendre compte des résultats auprès des pays hôtes. En 2023, toutes les équipes de pays ont établi un rapport sur les résultats, contre 69 % en 2020.

57. L'élaboration des cadres de financement se fait de plus en plus au niveau national ; on y trouve le volume et la combinaison des ressources nécessaires pour réaliser les résultats du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Ils sont mis à jour régulièrement pour offrir une image réaliste de la situation financière et mettre en évidence les lacunes existantes. En 2023, 75 % des équipes de pays des Nations Unies disposaient d'un cadre de financement pleinement opérationnel et actualisé chaque année, soit une hausse de 8 points de pourcentage par rapport à 2021.

58. Contribuant aux progrès réalisés dans la mise en place de cadres de financement au niveau national, de plus en plus d'équipes de pays des Nations Unies fournissent les données financières nécessaires à l'élaboration d'un cadre de financement complet et actualisé, bien qu'il y ait encore beaucoup à faire. Quelque 63 % des coordonnateurs résidents ont indiqué que la plupart des membres des équipes de pays fournissaient des données financières suffisantes et en temps voulu, contre 49 % en 2019. Cependant, 76 % des coordonnateurs résidents estimaient que la plupart des membres des équipes de pays ne les informaient pas assez régulièrement de leurs contacts avec les partenaires financiers pour leur permettre de répondre à leurs besoins en matière de coordination. Il est donc difficile de maintenir un cadre de financement précis et de coordonner une approche intégrée pour financer le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable des pays.

Dialogues structurés sur le financement

59. Les entités des Nations Unies tiennent des dialogues structurés sur le financement avec leurs organes directeurs pour rapprocher les points de vue et trouver un terrain d'entente, afin d'aider les deux parties à respecter l'esprit du pacte de financement. Quelque 62 % des entités des Nations Unies ont tenu au moins un dialogue structuré sur le financement avec leur organe directeur en 2023, contre 79 % l'année précédente. Ce chiffre ne tient pas compte des entités du Secrétariat, pour lesquelles les dialogues sur le financement ont lieu dans le cadre des instances compétentes de l'Assemblée générale, à savoir la Cinquième Commission et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Certaines entités organisent des dialogues sur le financement avec leur organe directeur une fois tous les deux ans, ce qui est la principale raison pour laquelle le nombre d'entité ayant tenu de tels dialogues est moins élevé en 2023. D'une manière générale, les dialogues structurés sur le financement organisés en 2023 ont permis aux entités d'informer leur organe directeur de leur situation financière, notamment en mettant en évidence les déficits de financement et leurs incidences. Les dialogues ont abordé de nombreux sujets couverts par le présent rapport, notamment le manque de ressources de base, la nécessité de réduire les affectations, de diversifier les sources de financement et d'augmenter le financement pluriannuel, ainsi que la nécessité d'informer les États Membres des progrès accomplis au regard des engagements inscrits dans le pacte de financement.

Recouvrement des coûts

60. Les directives de recouvrement des coûts influent considérablement sur la transparence institutionnelle. Le recouvrement des coûts consiste à récupérer les dépenses non liées aux programmes engagées dans le cadre de l'exécution du programme. L'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies a réaffirmé le principe du recouvrement intégral des coûts, selon lequel les entités doivent éviter d'utiliser leurs ressources de base pour subventionner des activités financées par d'autres ressources. Il est particulièrement important d'observer ce principe lorsqu'il existe un déséquilibre important entre les ressources de base et les ressources autres que les ressources de base. En 2023, 79 % des entités du système des Nations Unies pour le développement ont rendu compte à leur organe directeur de l'application des directives de recouvrement des coûts et des taux approuvés. Parmi elles, 78 % ont indiqué les montants estimatifs des ressources à recouvrer et 53 % ont précisé les sommes effectivement recouvrées au titre des activités financées par des ressources autres que les ressources de base.

61. Les dérogations permettent aux partenaires de financement d'éviter le taux standard de recouvrement des coûts pour certains accords. Les entités des Nations Unies ont limité l'utilisation des dérogations à une moyenne de 6 dérogations par entité, ce qui implique une gestion efficace des dérogations. Ces dérogations ont un impact minime sur les produits servant à couvrir les dépenses d'appui, estimées à 4 millions de dollars en 2022, soit 0,05 % du total des ressources de base. Les entités doivent néanmoins continuer à rendre compte de l'octroi de dérogations et de leur impact financier afin de permettre un contrôle efficace de l'application des directives de recouvrement des coûts de l'entité. De manière plus générale, les entités doivent continuer d'évaluer périodiquement si leurs directives de recouvrement des coûts représentent un moyen efficace d'éviter que des ressources de base servent à subventionner des activités financées par d'autres ressources.

V. Conclusion

62. Il ressort de l'ensemble de l'analyse ci-dessus que l'actuelle architecture de financement du système des Nations Unies pour le développement, caractérisée par le déclin continu de la part des ressources de base dans le financement total, le manque de prévisibilité et la forte dépendance à l'égard d'un petit nombre de pays donateurs, n'est pas viable pour un système qui se doit d'intensifier son action et d'avoir un impact intégré et stratégique. Il est dès lors important de conclure de nouveau un pacte de financement ambitieux qui soit en mesure d'être un vecteur de changement véritable dans les modes de financement du système des Nations Unies pour le développement, l'idée étant que le système puisse jouer un rôle de coordination de premier plan dans l'action transformatrice prescrite par la déclaration politique adoptée en 2023 à l'occasion du Sommet sur les objectifs de développement durable.